

# Une analyse comparative des conditions et niveaux de vie des ménages dans l'espace CEMAC\*

Joseph Emmanuel Mata  
Faculté des Sciences Economiques  
Université Marien Ngouabi  
Brazzaville, Congo

## Introduction

Le but ultime de toute politique socio-économique demeure le maintien et l'amélioration du niveau de vie des populations concernées (Essama-Nssah 2000 : 11). Dans ce cadre, cet article entreprend une étude comparative des conditions et niveaux de vie des ménages de trois pays de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon). Cette étude est d'autant plus impérative que les problèmes de conditions de vie revêtent une importance particulière ces dernières décennies. La construction de la CEMAC a entre autres objectifs et, à terme, le plus important, le rapprochement des conditions et niveaux de vie des ménages.

La construction de la CEMAC qui a commencé par le volet institutionnel définit certains critères socioéconomiques de convergence qui ont une incidence directe sur les conditions de vie des ménages (annexe 1). Le respect de ces critères constitue une bonne base pour l'amélioration des conditions de vie. Aussi, à la veille de la « complète » réalisation de cette union, il est utile de voir quelle est la situation des ménages de ces pays les uns par rapport aux autres.

La problématique que nous posons est la suivante : l'écart des conditions et niveaux de vie entre les trois pays s'est-il accentué ou s'est-il réduit ? Pour répondre à cette question nous émettons les hypothèses suivantes : les conditions et niveaux de vie dépendent d'un certain nombre de variables telles que la consommation, le revenu disponible, le taux de chômage, les prix... . Ainsi, à partir des analyses économétriques, nous développons des techniques de comparai-

---

\* CEMAC : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale, constituée du Congo Brazzaville, du Gabon, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad et de Sao-Tomé et Principe.

son.

Un certain nombre d'arguments nous ont conduit à retenir trois pays – le Cameroun, le Congo et le Gabon :

- sur le plan historique, la CEMAC est le résultat de la transformation de l'Union Douanière Equatoriale en Union Douanière et Économique (UDE) de l'Afrique Centrale et de celle-ci à la CEMAC. Or, le Cameroun ne faisait pas parti de l'UDE (Mata 1995 : 2). Il peut être intéressant de comparer un pays qui a rejoint le « processus intégratif » en pleine marche avec les pays qu'on peut qualifier de « fondateurs » ;
- sur le plan socioéconomique, ces trois pays sont tous producteurs de pétrole et forment la « tête de lance » de l'économie sous régionale. Les données socioéconomiques (annexe 2) montrent que les trois pays constituent la « locomotive économique » de la zone. En 2002, le Cameroun à lui seul représentait 52 % du produit intérieur brut de la sous région, alors que le Congo et le Gabon ensemble représentaient 32 %. La quasi totalité des autres indicateurs confirment la suprématie des trois pays. Il s'avère donc intéressant de comparer les conditions de vie des ménages de ces trois pays qui, ensemble, représentent plus de 84 % du PIB sous régionale ;
- sur le plan sociopolitique, le Cameroun et le Gabon sont deux pays relativement stables, alors que le Congo connaît des troubles à répétition. De même, c'est récemment que le Congo a libéralisé son économie contrairement au Cameroun et au Gabon. Il s'avère utile de faire cette comparaison afin de voir si les ménages du Congo malgré les effets de guerre et de « l'arrivée tardive » dans l'économie de marché ont des conditions équivalentes à celles des deux autres pays; enfin, c'est pour ces trois pays que nous avons pu obtenir les données statistiques nécessaires à notre étude.

Notre recherche, concerne l'étude des conditions et niveaux de vie donc, dans un certain sens, du bien-être.<sup>1</sup> Sur le plan théorique, ces problèmes sont contenus dans la théorie du consommateur dont le point focal est l'optimisation de la fonction d'utilité. Cependant, le problème de notre recherche, bien que lié à l'optimisation de la fonction d'utilité, se situe au-delà de celle-ci. La question subsidiaire que nous nous posons est celle de savoir, une fois cette optimisation effectuée, quelle place occupe les ménages de chaque pays par rapport aux autres quant à la possession par eux des biens de consommation et des services. À notre connaissance, une telle étude, utilisant la méthodologie que nous proposons ci-dessous, demeure inexistante dans la sous région. Il est donc nécessaire de le faire si l'on veut jauger des résultats futurs de l'intégration sous régionale.

La suite du travail se présente comme suit : dans un premier temps, nous présenterons les indicateurs des conditions et niveaux de vie ; ensuite, nous développerons notre méthodologie avant de présenter les résultats empiriques et la conclusion générale.

1. Pour une définition de ces termes, voir Mata (2002).

## Indicateurs des conditions et niveaux de vie retenus

Les indicateurs des conditions et niveaux de vie sont multiples (Mata 2002). Le choix ici est dicté par l'existence ou non des données statistiques sur la période étudiée. Au niveau de l'analyse économétrique, les études du niveau de vie tournent autour de la consommation stricto sensu. Dans ce contexte, nous l'utilisons comme mesure du niveau de vie.

En effet, plus qu'en toute autre période, la couverture des besoins physiologiques, voire de *standing*, est le premier objectif de tout individu. Le pouvoir d'achat et par la suite le niveau de vie, y sont principalement liés. De plus, la consommation en général est la fin de l'activité économique au double sens du terme, terminaison et finalité. C'est donc un lieu où se révèlent les distinctions sociales, les fragmentations et les dérives et où, par conséquent, il est possible de détecter l'ossature ainsi que les changements d'une société. De plus, la consommation est différente de la dépense. Elle comprend l'autoconsommation, les avantages en nature, les loyers fictifs, mais, n'inclut pas la valeur ajoutée domestique. Elle représente ainsi la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains individuels. C'est à ce titre que nous l'avons privilégié et l'utilisons comme indicateur du niveau de vie.

La consommation des ménages ne peut se réaliser sans leur revenu. Nous retiendrons naturellement celui-ci. Il faut cependant noter que le revenu est lié à plusieurs caractéristiques du ménage. Aussi, à l'influence du revenu se mêle l'influence de toutes les variables auxquelles il est lié, que cette influence s'exerce ou non dans le même sens. Le revenu traduit ainsi une somme d'influences en dehors de la sienne propre. À ceci, s'ajoutent les phénomènes de saturation qui constituent aussi une limite aux effets du revenu sur la consommation. En analyse longitudinale, ceci se traduit par une absence de réponse de la consommation à la hausse du revenu et, en coupe transversale, par une absence de relations entre disparités de revenus et de consommation. Malgré tout ceci, le revenu reste un bon indicateur des conditions et niveaux de vie.

On y ajoutera également la possession des biens durables. Ces derniers, du fait de leur caractère pérenne ont une influence particulière sur la consommation. Nous devrions également tenir compte du taux de chômage. Son effet est double : d'abord de manière directe sur la consommation des personnes concernées, ensuite de manière indirecte sur le reste de la population par la « psychose » qu'il crée ainsi que par l'incertitude et la volatilité des emplois occupés. Dans ces trois pays, son effet est encore amplifié par la quasi inexistence de couverture sociale. Le chômage d'un agent pénalise dès lors toute une lignée d'individus « satellites » à ce dernier. Aussi, le chômage incite-t-il les ménages à épargner, d'où un effet négatif sur la consommation.

Les prix influencent aussi les décisions de consommation des ménages. Concernant l'influence des prix, la théorie économique évoque deux effets de signes opposés sur des horizons temporels différents. L'effet de fuite devant la monnaie qui influence positivement la consommation et l'effet de reconstitution d'encaisse réelle qui devrait avoir une influence négative.

## Méthodologie

Notre méthodologie demeure purement économétrique. Nous étudierons le comportement de consommation des trois pays sur la base de deux approches. La première concerne l'analyse classique keynésienne qui veut que la consommation soit une fonction du revenu. D'abord, nous établirons à partir d'un modèle statique, un lien économétrique entre la consommation totale et alimentaire et le revenu. L'idée est la suivante : la consommation alimentaire des ménages est liée à leur revenu ; plus leur revenu est élevé, plus grande devrait être leur consommation. Outre les besoins alimentaires, ils ont également des besoins d'équipement en biens durables. C'est pourquoi ensuite, nous compléterons le modèle précédent par deux autres spécifications où, d'une part, la possession de biens durables sera une fonction du revenu et d'autre part, nous considérerons la consommation comme dépendant du revenu et de la possession de certains biens durables. Nous terminerons, enfin, par une analyse des différences de comportement de consommation des trois pays.

La seconde approche tiendra compte des habitudes antérieures de consommation. Dans ce contexte, nous utiliserons le modèle dynamique de Houthakker et Taylor qui veut que la consommation des ménages dépende du revenu et des comportements antérieurs ( $S$ ) (Houthakker et Taylor 1970 ; Darmon 1983 : 282).

### L'influence statique du revenu et des biens durables

Les trois spécifications retenues sont les suivantes :

$$C_t = \alpha_1 + \beta_1 Y_t + \epsilon_t \quad (1)$$

$$D_t = \alpha_2 + \beta_2 Y_t + \epsilon_t \quad (2)$$

$$C_t = \alpha_3 + \beta_3 Y_t + \beta_4 D_t + \epsilon_t \quad (3)$$

$C_t$  = Consommation totale (ou par produit) au cours de la période  $t$  ;  
 $D_t$  = Proportion de ménages ayant un bien durable au cours de la période  $t$  ;  
 $Y_t$  = Revenu disponible par ménage au cours de la période  $t$  ;  
 $\alpha_1, \alpha_2$  et  $\alpha_3$  sont des constantes ;  
 $\beta_1, \beta_2, \beta_3$  et  $\beta_4$  sont des paramètres structuraux ;  
 $\epsilon_t$ , erreurs aléatoires indépendantes.

Ainsi posées, ces trois équations permettront de comparer :

- les propensions marginales à consommer et/ou élasticités de certains biens entre les trois pays ;
- la variation en fonction du revenu de la proportion de ménages possédant certains biens durables ; et
- l'influence respectivement du revenu et du pourcentage des ménages possédant certains biens durables sur la consommation.

Si un ménage dispose de bonnes conditions de vie, la proportion de son revenu consacrée à la consommation sera faible.<sup>2</sup> De même, il semble logique qu'un ménage au niveau de vie élevé possède un certain nombre de biens durables. De ce point de vue, moins élevé devrait être la proportion du revenu consacrée à l'achat de ces biens. Plus une région est développée (conditions de vie meilleures), moins grande devrait être l'influence du revenu ou de sa variation sur la consommation et sur la possession des biens durables. Cette affirmation est liée au fait que la consommation tend à être saturée au-delà d'un certain niveau de revenu. Une hausse du revenu n'entraîne plus une augmentation significative de la consommation, ce qui implique que les coefficients  $\beta_1$  et  $\beta_2$  tout en étant positifs seraient plus faibles dans un pays ayant de bonnes conditions de vie.

L'équation 3 peut s'interpréter de la manière suivante. Outre le fait que la propension à consommer devrait être faible pour un pays ayant les conditions de vie meilleures, mais le lien entre la consommation et la possession de certains biens durables devrait l'être également. En effet, les ménages dans une région développée, sont censés avoir un équipement en biens durables significatif de telle sorte que leur acquisition n'est plus une préoccupation majeure. À long terme leur influence sur la consommation est négligeable. Toutefois, on devrait s'attendre à une relation positive car plus les ménages possèdent de biens durables, plus la part du revenu réservée à l'achat de ces biens est remplacée en partie par l'achat des biens alimentaires.

L'équation 3 peut paraître ambiguë. Elle se justifie pour des ménages ayant un revenu moyen bas, qui doivent épargner « longtemps » pour acquérir ces biens, ce qui peut réduire, de manière significative leur consommation. On peut craindre une corrélation entre les variables  $D$  et  $Y$ , dans la mesure où dans l'équation 2,  $D$  est fonction de  $Y$ . Mais, comme l'affirment Fanton et Mouillart (1983) parlant des modèles de consommation qui sont « confrontés au dilemme qui oppose une spécification théorique rigoureuse quitte à se satisfaire d'estimations statistiquement médiocres d'une part, à une qualité de représentation satisfaisante au prix d'un certain laxisme théorique d'autre part, ces modèles optent généralement pour la seconde solution » (Fanton et Mouillart 1983 : 56). Nous ferons fi de cette réflexion.

À ce niveau, nous réaliserons un double test. Le test de Student sur les coefficients entre les pays des équations 1 et 2. Il nous permettra de voir si les coefficients  $\beta_1$  et  $\beta_2$  sont significativement différents entre pays. Ces résultats seront confirmés ou infirmés par un deuxième test sur les mêmes coefficients.

2. Ce pourcentage devrait être plus élevé dans le cas des biens de luxe.

Nous utiliserons alors la régression sur les différences des données entre les pays (équations 4 et 5)<sup>3</sup>

$$C^* = C_{pt} - C_{p't} = \alpha_4 + \beta_5(Y_{pt} - Y_{p't}) + \epsilon_t \quad (4)$$

$$D^* = D_{pt} - D_{p't} = \alpha_5 + \beta_6(Y_{pt} - Y_{p't}) + \epsilon_t \quad (5)$$

(les indices  $p$  et  $p'$  représentent le premier et le deuxième pays).

En faisant la régression sur la différence entre les données, on aboutit à des statistiques-t dont, si les valeurs trouvées sont significativement différentes de zéro, les coefficients entre pays seront significativement différents. La différence entre les diverses consommations peut donc être considérée comme due à la différence des revenus.

En outre, nous estimons que la forme d'équation hyperbolique représente bien la fonction de consommation alimentaire. Elle montre que plus le revenu est élevé, plus la consommation alimentaire tend vers une limite, sans l'atteindre. Il y aurait donc saturation. Nous terminerons donc ce premier niveau d'analyse économétrique, par l'utilisation de la fonction hyperbolique. Ceci nous permettra de voir le niveau de saturation des trois pays.

Nous postulons que:

$$C_{pt} = \alpha_6 + \beta_7 \frac{1}{Y} \quad (6)$$

La valeur de  $\alpha_6$  nous permettra d'analyser le degré de saturation. Si  $\beta_7$  est négatif, le coefficient  $\alpha_6$  sera davantage élevé que les conditions de vie dans la région seront meilleures.<sup>4</sup>

3. On pourrait tout autant utiliser le test de Chow.

4. Ceci est fonction des biens. Pour certains, une baisse du niveau de saturation est un signe d'amélioration des conditions de vie (alcool, matière grasse,...).

### La prise en compte des habitudes antérieures : Le modèle de Houthaker et Taylor

Notre formulation partira de la forme structurelle de Houthaker et Taylor dans laquelle nous adjoindrons le taux de chômage.<sup>5</sup> Si on note TCH, le taux de chômage, et en remplaçant la dépense totale ( $X_t$ ) par le revenu disponible ( $Y_t$ ), on aura :

$$C_t = \alpha_1 + \alpha_2 S_t^o + \alpha_3 Y_t + \alpha_4 TCH_t + \alpha_5 P_t + \epsilon_t \quad (7)$$

En posant:

$$\Delta S_t^o = S_t^o - S_{t-1}^o = C_{t-1} - \beta_0 S_{t-1}^o \quad (7')$$

On trouve l'équation d'estimation suivante (Bloch et al 1987 : 168)<sup>6</sup>

$$C_t = A_0 + A_1 C_{t-1} + A_2 \Delta Y_t + A_3 Y_{t-1} + A_4 \Delta TCH_t + A_5 TCH_{t-1} + A_6 \Delta P_t + A_7 P_{t-1} + \epsilon_t \quad (8)$$

C'est cette dernière équation qui sera testée. Elle présente quelques avantages supplémentaires par rapport aux équations précédentes:

- elle permet de voir quelle est l'influence de la consommation, du revenu, du taux de chômage et des prix immédiatement antérieurs sur la consommation présente ;
- elle permet également l'obtention des paramètres structuraux  $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5$  et  $\beta_0$ .<sup>7</sup> Leur signification est d'une grande importance pour le comportement

5. L'équation structurelle de Houthaker et Taylor est la suivante :  $C_t = \alpha_1 + \alpha_2 S_t^o + \alpha_3 X_t + \alpha_4 P_t + \epsilon_t$ , avec :  $C_t$  = consommation pendant la période  $t$ ;  $S_t^o$  = variable d'état au début de la période  $t$ ;  $X_t$  = dépenses réelles totales au cours de la période  $t$ ;  $P_t$  = prix relatif au cours de la période  $t$ ;  $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4$  paramètres structuraux;  $\epsilon_t$  = erreurs aléatoires.

6. Cette forme aurait pu être améliorée en tenant compte des taux d'intérêt et d'échange des principaux partenaires des trois pays. Cette éventualité a été écartée. Nous avons été confronté à plusieurs difficultés dont la multiplicité des partenaires et l'absence à notre niveau des données statistiques.

7. Les formules de passages des coefficients estimés aux coefficients structurels sont les suivantes (Bloch et al 1987 : 168) :  $\alpha_1 = A_0 A_6 / A_7 = A_0 A_4 / A_5$ ;  $\alpha_2 = A_1 - 1 + A_2 / A_4 = A_1 - 1 + A_2 / A_6$ ;  $A_2 = \alpha_3$ ;  $A_4 = \alpha_4$ ;  $A_6 = \alpha_5$ ;  $b_0 = A_5 / A_4 = A_7 / A_6$

des consommateurs. En effet, on admet que les fonctions de consommation semi-agrégées ont les mêmes caractéristiques que les lois de demande à l'échelle microéconomique ;

- elle indique l'effet de la variation du revenu, du chômage et des prix sur la consommation.

Le calcul des coefficients structurels se fera d'une part avec la formulation sans le chômage et les prix pour voir l'effet spécifique du revenu et de la consommation antérieure et, d'autre part avec la formulation globale incluant le chômage et les prix.

La signification des paramètres est la suivante : le paramètre  $b_0$  est un taux de dépréciation des stocks (biens durables) ou un taux d'oubli des habitudes acquises (biens non durables). Plus il est bas, moins les stocks se déprécient ou moins les ménages oublient les habitudes acquises. Lorsqu'il est nul, cela signifie qu'il n'y a pas de dépréciation de stocks ou qu'il y a un report total des habitudes de consommations antérieures. À l'inverse, s'il est différent de zéro, il y a dépréciation de stocks ou oubli des habitudes. L'importance de la dépréciation et de l'oubli dépendra de la valeur de  $\beta_0$ . Cette dernière devrait être plus faible pour les ménages ayant de bonnes conditions de vie. Il est vraisemblable que dans une région aux conditions de vie meilleures, la dépréciation aussi bien que l'oubli ne devrait pas être importants. Ils devraient être plus faibles que dans une région où les conditions de vie sont moins bonnes à cause d'une meilleure organisation de conservation des produits et de l'adoption de certaines normes et habitudes standards et de « bon goût ».

Le paramètre  $\alpha_2$  traduit un effet de stock (biens durables) ou d'habitudes (biens non durables). Pour les biens durables,  $\alpha_2$  devrait être négatif (ou faible) si le stock initial est élevé (bonnes conditions de vie), pour les autres biens  $\alpha_2$  devrait être positif et plus élevé pour les ménages ayant de bonnes conditions de vie. Nous postulons que les habitudes acquises dans une région développée sont plus pérennes que dans une région « moins nantie ». Autrement dit, les ménages ont ici, des habitudes qu'ils conservent de période en période.

Le paramètre  $a_3$  correspond à la propension marginale à consommer de courte période. On démontre que la propension marginale de longue période est égale à  $A_3/(1-A_1)$  soit en considérant les paramètres de l'équation structurelle :  $\alpha_3\beta_0/(\beta_0-\alpha_2)$ . La propension marginale de court terme devrait être plus élevée en région sous-équipée pour les biens fongibles, alors que pour les biens durables il sera moins élevé.

Le coefficient  $a_4$  indique la sensibilité à court terme de la consommation par rapport à la variation du chômage. À long terme, cette sensibilité est de  $A_5/(1-A_1)$  soit en utilisant les paramètres structuraux :  $\alpha_4\beta_0/(\beta_0-\alpha_2)$ . La sensibilité à court terme de la consommation par rapport au chômage devrait être moins élevée dans une région où les conditions de vie sont meilleures.

Le coefficient  $\alpha_5$  représente la sensibilité à court terme de la consommation par rapport aux prix. Il devrait être négatif et moins élevé en valeur absolue dans une zone nantie.

Les paramètres structuraux ainsi que ceux obtenus par l'estimation

permettront de faire des comparaisons entre les trois pays sur le degré de dépréciation des stocks initiaux ou de taux d'oubli, sur les effets de stocks et d'habitudes et sur les propensions marginales de courtes et de longues périodes.

### Influence des variables sous-régionales

Enfin, dans un troisième temps, nous mesurons l'influence sur la consommation nationale des éléments extérieurs au pays. En particulier, nous cherchons à analyser l'effet d'une variation de la consommation sous-régionale sur la consommation nationale.

Soient  $C_n$  et  $C_r$  respectivement les consommations nationales et sous-régionales, nous postulons que :

$$C_{nt} = \alpha C_{rt} + \beta Y_{nt} + \epsilon_t \quad (9)$$

où  $Y_{nt}$  est le revenu national et  $\epsilon_t$  le terme d'erreur.

Le pays n'étant pas une entité économiquement close, nous estimons que les variables extérieures et notamment sous-régionales influencent également la consommation nationale. En particulier la consommation sous-régionale peut influencer celle des pays membres.

Si les conditions de vie sont identiques entre le pays et la sous région, l'évolution de la consommation nationale devrait être proche de celle de l'ensemble de la sous région donc, a devrait être proche de 1. Par contre, si le niveau national est différent de celui de la sous région, a devrait être significativement différent de 1. Le test de Student permettra de vérifier ces hypothèses.

Un coefficient supérieur à 1 indique, toute chose étant égale comme par ailleurs, qu'une augmentation de la consommation sous-régionale entraîne une augmentation plus élevée de la consommation nationale. La consommation nationale peut être considérée comme inférieure à celle de la sous région ; le pays cherchant à rattraper son retard. On postule ici que les conditions de vie devraient être en moyenne meilleures dans la sous région. De même, un coefficient inférieur à 1 montre qu'une hausse sous-régionale n'entraîne qu'une faible augmentation au niveau national. Les conditions de vie sont alors supposées meilleures dans le pays que dans la sous région. Enfin, un coefficient négatif signifie que les deux consommations évoluent en sens inverse. La consommation sous-régionale ne joue pas de rôle catalyseur à la consommation nationale.

## Résultats empiriques

La méthodologie économétrique présentée ci-dessus a été mise à mal du fait de l'absence de certaines données statistiques. Nous avons, pour l'essentiel utilisé les données de la Banque Mondiale (cd rom 2003). Il nous a été impossible d'avoir les données sur la consommation alimentaire et le chômage. Dans une grande partie nous avons été contraint de revoir notre méthodologie de départ dans laquelle la consommation alimentaire occupait une place de choix. De même, la série très courte des données sur les biens durables a largement limité notre capacité d'interprétation. Nous avons ainsi été obligé d'éliminer la variable véhicule dans la série d'équations 3. Par manque de données sur les trois pays, le revenu disponible a été remplacé par le produit national brut. Le produit national et la consommation ont été exprimés par habitant et en terme constant 1995. La série d'équations 9 a eu un traitement différent. N'ayant pas les consommations en terme constant pour tous les pays de la CEMAC, nous avons été obligé d'utiliser la consommation et le produit intérieur brut à prix courant. L'absence des données sur le chômage pour certains pays a fait que la série d'équations 9 ne tient pas compte de cette variable.

Les périodes de régression varient d'une équation à l'autre suivant la disponibilité des données mais restent les mêmes pour les trois pays. La forme logarithmique a été privilégiée dans la plupart des équations du fait qu'elle donnait les meilleurs résultats, mais surtout qu'elle permet directement d'avoir des élasticités qui facilitent l'interprétation des résultats. Dans certains cas nous avons utilisé la méthode de Cochran Orcutt pour corriger l'autocorrélation.<sup>8</sup> Les résultats empiriques sont présentés en annexe en bloc de séries d'équations décrites dans la méthodologie.

La série d'équations 1 (annexe 3) montre que l'élasticité du produit national brut par rapport à la consommation totale est plus élevée pour le Cameroun, suivie du Congo et enfin du Gabon. L'argumentation développée ci-dessus indique que les conditions de vie sont meilleures lorsque l'élasticité est faible dans le cas des biens alimentaires et lorsqu'elle est plus élevée dans le cas des biens durables et/ou de luxe. Notre ignorance sur la décomposition de ces consommations entre les biens alimentaires et de luxe ne nous permet pas de tirer de conclusions significatives. Tout au moins, si on considère que dans l'ensemble de la consommation totale les biens de luxe et les biens durables ont la proportion la plus faible par rapport au biens alimentaires, on peut penser que les conditions de vie des ménages seraient meilleures au Gabon, puis au Congo et enfin au Cameroun. Le test de Student réalisé sur les coefficients montre qu'ils sont significativement différents d'un pays à l'autre.

La série d'équations 4 (annexe 5) montre que les écarts de consommation entre les pays, toute chose étant égale comme par ailleurs, est dû aux écarts du

produit national brut. On remarque qu'une variation du PNB de 1 % entraînerait une variation de 0,48 % et 0,31 % entre respectivement le Cameroun et le Congo, le Cameroun et le Gabon alors que cette variation ne serait que de 0,28 % entre le Congo et le Gabon. La relation économétrique est positive. Or, la différence entre les données camerounaises et congolaises ou gabonaises est négative sur l'essentiel des observations. Ce qui implique que plus la différence du PNB/tête est grande, plus l'écart entre la consommation en faveur du Gabon et du Congo est importante. Il en est de même entre le Congo et le Gabon. Le coefficient positif indiquerait un écart en faveur du Gabon. Autrement dit, une augmentation de la différence entre le PNB des deux pays conduit à un écart de consommation en faveur du Gabon.

Dans la série d'équations 3 (annexe 4) nous postulions que des coefficients faibles équivalaient à des conditions de vie meilleures. Les résultats empiriques ne donnent aucune tendance significative en faveur de l'un ou de l'autre des trois pays et, de même, un grand nombre de coefficients ne sont pas significatifs. Ce qui ne nous permet pas de faire une classification significative des conditions de vie des trois pays à partir de cette série d'équations. Si on peut considérer que le « bien télévision » est un bien de luxe supérieur à la radio (pour ces trois pays), le Cameroun pourrait alors devancer le Gabon puis le Congo.

Les résultats de la série d'équations 1 et 2 (annexe 3) semblent confirmer les conclusions prises ci-dessus et particulièrement la série 1. Pour les trois pays, nous considérons les trois biens (postes de radio, postes de télévision, véhicules) comme des biens de luxe. Or, nous avons noté ci-dessus que pour les biens de luxe, les élasticités sont plus élevées dans un pays où les conditions de vie sont meilleures. Les résultats de l'annexe 3 (série d'équations 2) démontrent qu'aucun pays ne prend vraiment la suprématie sur les trois biens considérés. Tantôt c'est le Gabon qui a l'élasticité la plus élevée (0,15 et 3,47 respectivement pour les postes de radio et les véhicules), tantôt c'est le Cameroun (0,74 pour les postes de télévision). Excepté le fait que la variable poste de radio n'est pas significative pour le Congo et le Gabon ainsi que le poste de télévision pour le Gabon, ce qui limite largement notre capacité d'interprétation. On peut cependant affirmer que les coefficients ici sont en majorité plus élevés au Gabon qu'au Cameroun et au Congo. Les conditions de vie seraient ainsi donc meilleures au Gabon, puis au Cameroun et enfin au Congo.

La série d'équations 5 (annexe 6) montre que la différence de poste radio n'est pas due à la différence du produit national brut respectivement entre le Cameroun et le Congo et, le Cameroun et le Gabon. Il en est de même pour le poste de télévision entre le Cameroun et le Congo et, le Cameroun et le Gabon. Ceci ne nous permet pas de tirer quelques conclusions significatives sur la hiérarchie entre les trois pays. Les coefficients sont positifs, excepté pour la télévision entre le Cameroun et le Congo et, le Congo et le Gabon. Or, les différences des biens durables respectivement entre les données du Cameroun et du Congo, du Cameroun et du Gabon et du Congo et du Gabon sont, dans l'ensemble, négatives. Autrement dit, une augmentation de la différence (toujours positive) du PNB par tête entraîne une augmentation de l'écart en faveur du Congo et du Gabon face au Cameroun et du Gabon face au Congo. Les conditions de vie pourraient être

8. Dans la plupart des cas nous avons utilisé un processus autorégressif du premier ordre ( $e_t = \rho e_{t-1} + \epsilon_t$ ) sauf pour l'équation du Gabon de la série 2 pour laquelle a été utilisé un processus autorégressif de deuxième ordre.

considérées comme meilleures au Gabon puis au Congo et enfin au Cameroun.

La série d'équations 6 (annexe 7) indique que ce serait le Gabon qui aurait les meilleures conditions de vie suivi du Cameroun et du Congo. En effet, la valeur des trois constantes est respectivement de 4249,8 ; 953,2 et 794,05 ; dans notre méthodologie, nous postulons que plus la constante est élevée, meilleures devraient être les conditions de vie. Cette interprétation est tempérée par le fait que nous ne savons pas exactement la décomposition de ces consommations entre les différents biens. L'interprétation en effet varie suivant les biens (voir note 4).

Les résultats de la série d'équations 8 (annexe 8) montrent que la consommation immédiatement antérieure explique significativement la consommation totale pour les trois pays, ce qui semble être un signe de bonne condition de vie en général. En effet, cela veut dire que la population a acquis certaines habitudes de consommation, habitudes qu'ils reproduisent d'une période à l'autre et, ceci ne peut se perpétuer que si les moyens financiers détenus par la population le permettent. Ce premier résultat ne permet pas de faire la classification entre les trois pays. Cependant, on remarque toute fois que la variation du produit national par habitant n'influence pas la consommation totale pour le Gabon autant dans l'équation avec indice de prix que sans indice de prix. On peut ainsi penser que les conditions de vie sont meilleures dans ce pays comparé aux deux autres. Ceci signifie que quelque soit la variation du produit national brut par habitant, la consommation n'est pas influencée alors que pour les deux autres pays il y a une influence très significative. La non significativité de la variation du produit national brut sur la consommation peut s'interpréter de la manière suivante : la consommation étant proche de la saturation, une augmentation supplémentaire de richesse n'influence plus la consommation, ou très peu. Ce qui pourrait être le cas du Gabon. En ce qui concerne l'indice des prix, les coefficients ne sont pas significatifs si on excepte sa variation pour le Cameroun. On constate ici que le signe est positif et donc contraire à ce que prévoyait notre méthodologie ; si on excepte quelques situations (Congo pour la variation de l'indice des prix (DIPC), Cameroun pour l'indice de prix (IPC)) qui, du reste, ne sont pas significatifs. Ces résultats nous interdisent toutes interprétations utiles.

En ce qui concerne les équations sur les postes de radio et de télévision, seule la consommation immédiatement antérieure de ces biens est significative pour l'ensemble des trois pays. Le produit national par habitant et sa variation autant que l'indice des prix et sa variation ne sont pas significatifs pour la quasi totalité des pays. Ceci ne nous permet pas de tirer des conclusions significatives.

Dans l'annexe 9 ont été calculés les paramètres structuraux de l'équation 7 et 7'.

En ce qui concerne le coefficient  $\beta_0$ , on sait que plus il est faible, plus les conditions de vie sont meilleures. On constate ici qu'aucun pays ne prend de suprématie. D'où, la difficulté de conclure à partir de ce coefficient. Toute fois, il est démontré que la disparité sur les biens non alimentaires exprime mieux les niveaux de vie entre les zones géographiques différentes (Kergoat Potet 1982 : 11). Si on tient compte de ce résultat, on peut penser que le Congo pourrait avoir la meilleure position puisque pour les deux biens durables, il est deuxième.

Il a été retenu que pour les biens durables, plus  $\alpha_2$  et  $\alpha_3$  sont faibles, plus les

conditions de vie sont meilleures alors que pour les biens fongibles c'est le contraire. De même, lorsque  $\alpha_3$  est faible les conditions de vie devraient être meilleures. A la lecture de l'annexe 9, il est, une fois de plus difficile de tirer de conclusions significatives car aucun pays ne prend vraiment le dessus sur les autres.

Les résultats de la série d'équations 9 (annexe 10) montrent que les consommations nationales sont corrélées à la consommation sous régionale et que cette relation est significative. Les tests réalisés sur ces coefficients montrent qu'ils sont significativement inférieurs à 1. Ainsi, si la consommation sous régionale augmente de 1 %, les consommations nationales augmenteront respectivement de 0,267 %, 0,269 % et 0,849 % pour le Cameroun, le Congo et le Gabon. Ceci signifierait que les conditions de vie dans les trois pays seraient meilleures que la moyenne sous régionale. Le coefficient du Gabon est plus élevé alors que ceux du Congo et du Cameroun sont équivalents. Ceci indiquerait que les conditions de vie sont meilleures au Gabon alors qu'elles seraient identiques entre le Congo et le Cameroun. Enfin, cette relation nous apprend que les différentes consommations nationales sont corrélées positivement à la consommation sous régionale. Cette corrélation qui ne constitue pas nécessairement une causalité prouve tout au moins que les différentes consommations nationales évoluent dans le même sens que la consommation sous régionale. Aussi, malgré les disparités dans les revenus et les patrimoines, on peut donc dire que la sociologie, la psychologie et les habitudes des ménages nationaux, loin s'en faut, ne sont pas opposées à celle de l'ensemble de la sous région.

## Conclusion

Cet article avait pour but l'étude comparative de l'évolution des conditions et niveaux de vie dans trois pays de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon). À terme, il nous faut formuler une réponse à la principale question énoncée dans l'introduction à savoir le sens et l'importance de l'évolution des écarts des indicateurs des conditions et niveaux de vie.

Pour répondre à cette question nous avons utilisé une approche économétrique.

Les résultats n'ont pas clairement établi la hiérarchie entre les trois pays. Il a fallu de temps à autre forcé sur les données pour tirer quelques conclusions, assez fragiles d'ailleurs, conduisant à une meilleure position du Gabon par rapport au Cameroun et au Congo. Ce flou est certainement dû au nombre très élevé des indicateurs, à leur qualité et à leur fiabilité ainsi qu'à leur disponibilité.

Nous avons de manière volontariste privilégié certaines variables ainsi que la régression par la méthode des moindres carrés ordinaires. Cette démarche n'est sûrement pas la seule, ni la meilleure pour mesurer ces effets. La méthode sur les données de panel et bien d'autres auraient peut être mieux représenté les phénomènes. Mais, il s'agit ici d'un premier pas (tout au moins à notre connaissance) dans ce sens dans les pays de la CEMAC. Des articles ultérieurs permettront d'utiliser ces méthodes pour éclairer, compléter, améliorer et affiner les résultats actuels.

## Bibliographie

- Banque Africaine de Développement. 2002, 2003, 2004. *Rapport sur le développement en Afrique*. Paris: Economics, Banque Africaine de Développement.
- \_\_\_\_\_. 2002. *Développement rural et réduction de la pauvreté en Afrique*. Abidjan: Banque Africaine de Développement.
- Banque Mondiale. 2005. *Rapport Mondiale sur le développement. Un meilleur climat pour le développement pour tous*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.
- \_\_\_\_\_. 2003. *Rapport Mondiale sur le développement. Le développement durable dans un monde dynamique*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.
- Bloch, L., G. Rebois et J.L. Billet. 1987. « DMS4 modèle dynamique multisectoriel : les ménages ». Collection C139. Paris : INSEE.
- Commission Economique pour l'Afrique. 2004. *Les économies de l'Afrique Centrale*. Paris : Maisonneuve et Larose.
- \_\_\_\_\_. 2002. *Les économies d'Afrique Centrale*. Paris : Maisonneuve et Larose.
- Darmon D. 1983. « La consommation des ménages à moyen terme ». *Archives et documents* n° 92, pp. 282.
- Duesenberry, J. 1949. *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*. Cambridge, Mass : University Press.
- Essama-Nssah, B. 2000. *Inégalité, pauvreté et bien-être social*. Bruxelles: De Boeck université.
- Fanton, M. et M. Mouillart. 1983. « Une étude comparative des méthodes économétriques françaises de la consommation globale des ménages, prévisions et analyses économiques ». *Cahiers du GAMA*, 4 (2): 56.
- Ferber, R. 1953. *A Study of Aggregate Consumption Functions*. Technical Paper 8. New York, N.Y.: NBER.
- \_\_\_\_\_. 1976. *Théorie de la consommation*. Paris : Economica.
- Villieu, P. 1997. *Macroéconomie, consommation et épargne*. Paris : La découverte.
- Friedman, M. 1957. *A Theory of the Consumption Function*. Princeton NBER.
- Golberger, A. S. et T. Gamaletsos. 1970. « A Cross Country Comparison of Consumer Expenditure Patterns ». *European Economic Reviews*, 1 : 357-400.
- Guillemin, O. et V. Roux. 2002. *Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999. Données Sociales : la Société Française*. Paris : INSEE .
- \_\_\_\_\_. 2001. *Comment se détermine le niveau de vie d'une personne ?* No. 798 juillet. Paris : INSEE Première.
- Houthakker, H.S. et L.D. Taylor. 1970. *Consumer's Demand in the United State 1929-1970*. Boston: Harvard University Press.
- Hourriez, J.M. et L. OHER. 1997. « Niveau de vie et taille du ménage: estimation d'une échelle d'équivalence ». *Économie et statistique* No. 308-309-310. Paris: INSEE.
- Kergoat Potet, M. 1982. *Analyse des conditions de vie et de la consommation dans un espace régional: l'exemple des ménages bretons*. Thèse pour le doctorat ès Sciences Economiques. Rennes : Rennes I.
- Mata, J.E. 2002. « Conditions et niveaux de vie : panorama des mesures ». *Revue canadienne des sciences régionales*, 25: 492-500.
- \_\_\_\_\_. 1999. *Conditions et niveaux de vie dans une région en mutation. Une analyse économétrique de la consommation des ménages dans le Nord-Pas-de-Calais*. Thèse de doctorat. Lille : Lille 1.
- \_\_\_\_\_. 1995. *Les unions douanières africaines : quel bilan ?* Hazebrouck : Presse Flamande.
- Monkam, N. 2005. *Incitants et blocages à l'investissement des pays de l'Espace CEMAC*. Etude réalisée dans le cadre du Forum réalisé à Cotonou (Bénin) par le Réseau Africain de la Micro et Petite Entreprise (RAMPE), 3-5 mai 2005.
- Nations Unies. 2002. *Annuaire Statistique pour l'Afrique*, volume 2 partie 3, Afrique Centrale. New York: Nations Unies.
- \_\_\_\_\_. 2001. *Annuaire Statistique pour l'Afrique*, volume 2 partie 3, Afrique Centrale. New York: Nations Unies.
- Pavlevski, J. 1971. « L'analyse du niveau de vie. La méthode des points de correspondance ». *Analyse et Prévisions*, tome XII, 1-2: 815.
- PNUD. 1999, 2001, 2004. *Rapport mondial sur le développement humain*. 2004 2001 1999. Paris et Bruxelles: De Boeck & Larcier et PNUD.
- \_\_\_\_\_. 2002. *Rapport national sur le développement humain, République du Congo*. Brazzaville: PNUD.
- \_\_\_\_\_. 2004. *Rapport national sur les objectifs du millénaire pour le développement, République du Congo*. Brazzaville: PNUD.
- Smith, R.E. 1962. « The Demand of Durable Goods : Permanent or Transitory Income ». *Journal of Political Economy*, 70 : 500-504.



## Annexes

## ANNEXE 1 Critères socioéconomiques de convergence

Dénomination de la variable	Critère
Niveau de l'endettement	< 70 % du PIB
Taux de couverture extérieur de la monnaie	20 %
Taux d'inflation	3 %
Non accumulation de la dette	
Évolution de la masse salariale proportionnelle à celle des recettes budgétaire	

## ANNEXE 2 Données socioéconomiques des pays de la CEMAC en 2002

Pays	Poids du PIB/pays	PIB/tête	Taux de croissance	RN/tête IDH	RN/tête (\$) <sup>1</sup>	Inflation	Espérance de vie	Taux de scolarisation	Dette en % du PIB
Cameroun	0,52	741	4,1	0,499	560	2,9	48,4	48	90,4
Congo	0,11	788	4,6	0,502	700	2	48,2	48	195,3
Gabon	0,21	3585	-0,3	0,653	3553	0,1	52,9	83	53,6
RCA	0,06	323	-1	0,363	260	2,5	42,1	24	91,7
Tchad	0,09	229	9,7	--	--	5,2	--	--	56,5
Guinée Equ.	0,02	993	20,1	--	--	6	--	--	11,3
<b>CEMAC</b>	<b>1</b>	<b>682,12</b>	<b>4,2</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>3</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>68,5</b>

Note: 1. Revenu national par tête

Source : CEAC-AC 2003 ; administration nationale, FMI, BEAC (cité dans Incitants et blocage à l'investissement des pays de l'espace CEMAC. Monkam (2005)).

## ANNEXE 3 Série d'équations 1 et 2

Variables endogènes	Pays	Constante	PNBH <sub>i</sub> prix 95	r <sup>1</sup>	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Consommation totale par habitant -prix	Cameroun	1,96 (4,42)	0,67 (9,74)	0,52 (3,6)	91	184	1714
Constant 1995 1960-1998 (en logarithme)	Congo	3,17 (4,47)	0,47 (4,44)	0,64 (5,2)	77	195	604
	Gabon	7,1 (5,7)	0,09 (0,67)	0,86 (18,84)	92	249	21006
Poste radio pour 10000 hbts	Cameroun	4,17 (2,57)	0,14 (0,56)	0,85 (19,4)	96	161	22138
1970-1999 (en logarithme)	Congo	5,3 (2,88)	0,021 (0,1)	0,96 (13,63)	93	172	1262
	Gabon	3,42 (1,31)	0,15 (0,50)	1,15 (8,3)	75	221	3165
Poste de télévision pour 10000 hbts	Cameroun	-14,2 (-1,4)	0,74 (1,73)	0,77 (12)	74	253	1111
1970-1999 (en logarithme)	Congo	-0,41 (-0,07)	-0,25 (-1,4)	1,02 (27,7)	97	199	44444
	Gabon	595,7 (0,003)	0,19 (0,39)	0,99 (13,6)	91	16	10221
Véhicule pour 10000 hbts	Cameroun	6,26 (8,11)	-0,6 (-5,02)	--	83	9	2516
1970-1990 (en logarithme)	Congo	3,6 (8,55)	-0,094 (-1,49)	--	31	113	222
	Gabon	-25,1 (-5,64)	3,47 (6,44)	-0,09(-2,6) -0,1(-2) <sup>2</sup>	99	3	2551

Note: 1. Facteur de correction de l'autocorrection.

2. Les premières valeurs représentent les données de ar (1) et les deuxièmes celles de ar(2).

## ANNEXE 4 Série d'équations 3

Variables endogènes	Pays	Constante	PNBH <sub>i</sub> prix 95	Radio	Télé.	r	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Consommation totale par hbt à prix constant 95 1960-1999(en logarithme)	Cameroun	-5,89 (-2,1)	0,96 (6,66)	1,42 (3,01)	-0,36 (-3,5)		97	229	6776
	Congo	2,62 (4,83)	0,59 (6,59)	-0,09 (-0,67)	0,18 (2,13)		75	144	1972
	Gabon	6 (3,26)	0,24 (1,11)	0,03 (0,13)	-0,06 (-0,5)	0,6 (3,48)	62	214	779

## ANNEXE 5 Série d'équations 4

Variables endogènes	Pays	Constante	Différence de PNBH <sub>t</sub>	r	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Différence de consommation totale par hbt (en log)	Cameroun -	0,08	0,48	0,69	55	202	22
	Congo	(1,17)	(2,84)	(6)			
	Cameroun -	-0,96	0,31	0,76	82	242	79
	Gabon	(-3,56)	(2,29)	(9,98)			
	Congo -	-1,09	0,28	0,78	84	25	9508
	Gabon	(-4,16)	(1,92)	(11,57)			

Note: 1. Les variables sont exprimées en termes de différence entre les données du premier pays et ceux du deuxième pays.

## ANNEXE 6 Série d'équations 5

Variables endogènes	Pays	Constante	Différence de PNBH <sub>t</sub>	r	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Différence en bien durable (poste *radio) (en log)	Cameroun -	0,31	0,04	0,66	73	163	2626
	Congo	(3,5)	(0,2)	(7,15)			
	Cameroun -	0,16	0,19	0,77	94	145	14956
	Gabon	(0,76)	(1,62)	(13,99)			
	Congo - Gabon	-0,4	0,003	0,91	82	168	4369
		(-1)	(0,03)	(8,86)			
Différence en bien durable (poste télévision) (en log)	Cameroun -	1,09	-0,27	0,77	64	248	723
	Congo	(4,8)	(-0,9)	(2,63)			
	Cameroun -	-1,02	0,17	-1,98	0,21	169	209
	Gabon	(-3,04)	(0,88)	(-139)			
	Congo - Gabon	-4,66	-0,68	0,97	54	149	1257
		(-0,3)	(-2,3)	(4,1)			
Différence en bien durable (véhicule) (en log)	Cameroun -	-0,55	0,13	--	41	23	348
	Congo	(-26,1)	(1,9)				
	Cameroun -	-1,61	0,25	-0,12	62	275	245
	Gabon	(-6,46)	(1,9)	(-0,33)			
	Congo - Gabon	-0,44	0,07	--	67	246	1018
		(-11,6)	(3,2)				

Note: 1. Les variables sont exprimées en termes de différence entre les données du premier pays et ceux du deuxième pays

## ANNEXE 7 Série d'équations 6

Variables endogènes	Pays	Constante	1PNBH <sub>t</sub>	r	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Consommation totale par hbt en Prix constat 95 1960-1998	Cameroun	953,2	-246066	0,57	98	167	1309
		(17,4)	(-7,74)	(4,07)			
	Congo	794,05	-177779	0,64	73	196	4936
		(11,8)	(-3,7)	(5,21)			
	Gabon	4249,8	-6721810	-0,19	74	57	1104
		(23,1)	(-10,51)	(-1,03)			

## ANNEXE 8 Série d'équations 8

Variables endogènes	Pays	Const.	CTH <sub>t-1</sub>	DPNBH <sub>t</sub>	PNBH <sub>t-1</sub>	DIPC <sub>t</sub>	IPC <sub>t-1</sub>	R <sup>2</sup>	D.W.	F <sub>st</sub>
Consommation Totale par Habitant (cth) à Prix constant 95 1960-1999	Cameroun	102,51	0,45	0,58	0,32	1,13	-0,27	89	171	4091
		(2,3)	(2,46)	(4,3)	(2,8)	(7,78)	(-1,06)			
	Congo	117,3	0,44	0,31	0,23	-0,72	0,31	77	192	1728
		(1,85)	(2,18)	(2,63)	(2,79)	(-0,33)	(0,87)			
	Gabon	318,3	0,67	0,013	0,12	2,63	0,92	87	255	377
		(1,78)	(6,44)	(0,18)	(2,63)	(0,33)	(0,51)			
	Cameroun	97,27	0,5	0,64	0,28	--	--	90	174	1075
		(2,63)	(3,32)	(5,9)	(3,19)					
	Congo	98,99	0,58	0,31	0,17	--	--	79	217	4484
		(1,99)	(4,46)	(3,21)	(3,26)					
	Gabon	222,7	0,73	0,021	0,12	--	--	90	26	101
		(1,58)	(10,17)	(0,33)	(3,04)					
Poste Radio Pour 10000 Habitants. 1986 - 1999	Cameroun	11,12	0,76	0,02	0,007	-0,08	0,29	97	166	1062
		(1,28)	(6,61)	(0,66)	(0,64)	(-0,24)	(1,69)			
	Congo	127	0,04	0,008	-0,02	0,06	0,03	90	234	898
		(4,66)	(0,47)	(0,54)	(-1,89)	(0,66)	(0,22)			
	Gabon	36,94	0,86	0,001	-0,003	-0,03	-0,006	97	274	1157
		(2,67)	(10,96)	(0,77)	(-1,96)	(-0,2)	(-0,06)			
	Cameroun	11,64	0,94	0,021	0,002	--	--	96	165	1655
		(1,3)	(19,6)	(0,7)	(0,14)					
	Congo	-3,5	0,97	-0,002	0,01	--	--	93	203	804
		(-0,34)	(13,12)	(-0,11)	(1,21)					
	Gabon	-25,32	1,27	0,01	-0,001	--	--	71	217	165
		(-0,4)	(6,53)	(0,31)	(-0,1)					
Poste télévision Pour 10000 Habitants. 1986 - 1999	Cameroun	9,52	0,59	0,15	0,02	-0,07	-0,08	89	231	785
		(0,48)	(1,82)	(1,49)	(0,66)	(-0,44)	(-0,58)			
	Congo	11,3	0,31	0,003	-0,009	0,02	0,03	98	283	1087
		(5,4)	(2,42)	(1,3)	(-6,22)	(1,11)	(1,97)			
	Gabon	4,76	0,88	0,0002	-0,001	0,03	0,07	96	212	724
		(0,45)	(9,22)	(0,17)	(-0,6)	(0,24)	(0,75)			
	Cameroun	3,9	0,57	0,11	0,02	--	--	87	221	1611
		(0,3)	(2,5)	(2,71)	(1,1)					
	Congo	1,1	1,04	-0,002	-0,001	--	--	96	22	1811
		(1,1)	(17,57)	(-1,48)	(-1)					
	Gabon	-24,35	1,56	0,003	0,003	--	--	83	214	347
		(-0,91)	(9,46)	(0,35)	(0,63)					

**ANNEXE 9 Résultats des coefficients structurels de l'équation 7 et 7' sans le taux de chômage**

	Consommation totale			Poste de Radio			Poste de Télévision		
	Cameroun	Congo	Gabon	Cameroun	Congo	Gabon	Cameroun	Congo	Gabon
$\alpha_1$	-42904	-27219	90992	-306	254	1847	833	753	204
$\alpha_2$	-79	-99	2	-387	-46	6	-155	81	-221
$\alpha_3$	58	31	13	2	6	1	59	31	88
$\alpha_5$	113	-72	26	-8	6	-3	7	2	3
$\beta_0$	-24	-43	35	36	5	2	114	15	233

**ANNEXE 10 Série d'équations 9**

Variables endogènes	Pays	Const.	$C_n$	$PIB_t$	$R^2$	D.W	Fst
Consommation totale	Cameroun	-5,05 (-10,55)	0,267 (2,98)	0,71 (8,63)	99	138	68446
A prix courant 1965-1999	Congo	-2,88 (-3)	0,269 (2,01)	0,519 (3,49)	98	122	3168
(en logarithme)	Gabon	-6,1 (-18,9)	0,849 (14,2)	0,38 (7,63)	99	213	14525